

Le jours 17/06/2020

## **Yazid Benmouhoub, directeur général de la Bourse d'Alger «Les chefs d'entreprise n'ont pas la culture boursière en Algérie»**

*Dans cet entretien accordé au «Jour d'Algérie», Yazid Benmouhoub, directeur général de la Bourse d'Alger, revient sur les véritables freins à l'essor de son institution, et se veut malgré tout optimiste quant à la redynamisation tant attendue de la place financière du boulevard Amirouche pour véritablement assumer son rôle dans le financement de l'économie. Une redynamisation portée par de nombreuses actions de développement, essentiellement l'implantation du nouveau système électronique de cotation et la création d'une e-académie pour les métiers de la Bourse, dont les prémices devaient se manifester si ce n'était l'apparition de la crise sanitaire. Quant au retrait du titre de NCA Rouiba, il assure que ce départ n'aura pas un impact important sur la Bourse d'Alger.*



**Propos  
recueillis  
par Lynda  
Naili**

Le Jour  
d'Algérie :  
Plusieurs  
actions ont  
été mises  
en œuvre  
pour

dynamiser la Bourse d'Alger, pourtant son attractivité demeure insuffisante. Pourquoi ?

Yazid Benmouhoub : Il est vrai que beaucoup d'actions ont été menées y compris par la Bourse d'Alger elle-même, même durant cette période de crise sanitaire où nous avons animé de nombreuses séances de webinaire au profit des chefs d'entreprise. Mais la problématique est à chercher ailleurs. Les principaux freins à cette dynamique sont en premier lieu, les chefs d'entreprises qui n'ont pas la culture boursière en Algérie. Puis, la Bourse étant essentiellement destinée au secteur privé, ce dernier est essentiellement composé de sociétés familiales qui ont toujours cette réticence à ouvrir leur capital à des actionnaires étrangers à la famille. De plus, la Bourse a souffert d'un effet d'éviction depuis vingt ans. En effet, hormis le contexte de création de la Bourse en 1997 qui n'était pas très favorable, à partir de 2000 il y a eu une liquidité extraordinaire dans le secteur bancaire faisant que les pouvoirs publics ont mis en place des dispositifs pour faciliter aux entreprises les crédits à l'investissement en les bonifiant. Automatiquement, les entreprises se sont orientées vers le secteur bancaire au détriment de la Bourse qui n'est pas concurrentielle en termes de coûts des crédits bancaires et qui surtout impose la

transparence des entreprises. Chose tabou chez les entreprises. Le troisième facteur concerne la taille du marché informel qui brasse énormément de cash et crée une distorsion à l'économie nationale. Ce sont donc l'ensemble de ces facteurs qui ont diminué le rôle de la Bourse dans le financement de l'économie.

Vous estimez donc que la gestion actuelle des PME est un obstacle à leur introduction en Bourse. Que préconisez-vous alors ?

Travailler sur le management des entreprises est un élément primordial. L'économie internationale évolue, il faudrait que la gestion de nos entreprises sorte de la gestion classique et suive cette évolution. Les chefs d'entreprise, pour peu que l'environnement adéquat soit propice, doivent ainsi comprendre que désormais la cotation en Bourse est un faire-valoir pour les contrats à l'international. De plus, le marché de la PME au niveau de la Bourse d'Alger favorisera l'ouverture aux petites et moyennes entreprises d'augmenter leurs capitaux, d'avoir des financements, de grandir et au final de soutenir l'économie. C'est un travail de fond qui n'incombe pas uniquement à la Bourse. Il faudrait qu'il y ait une évolution sur le plan réglementaire, la formation de la ressource humaine, l'utilisation des nouvelles technologies et donner aux jeunes strat-uper les moyens d'éclorre qui, eux, ont un esprit de gestion universelle de l'entreprise.

Qu'en est-il de la dizaine de PME qui devaient rejoindre cette année la Bourse d'Alger ?

La situation politico-économique qui a prévalu en 2019 a fait que ces entreprises ont choisi d'attendre une meilleure visibilité. Aujourd'hui, le contexte n'étant plus le même, leur introduction a été retardée par la crise sanitaire. Il faudra donc attendre l'après Covid-19.

Peut-on connaître les perspectives de la Bourse d'Alger ?

Nous sommes en phase de passer vers une Bourse totalement digitalisée à travers l'implantation du nouveau système électronique de cotation dont la mise en ligne, retardée par la crise sanitaire du covid19, interviendra prochainement. Dans ce contexte, nous prévoyons également la création d'une e-académie des métiers de la Bourse pour la formation destinée à tout l'éco-système financier. Outre de poursuivre notre périple en accentuant notre travail de communication et vulgarisation auprès des chefs d'entreprises, des chercheurs, des universités et de tous les Algériens, nous envisageons aussi de travailler sur l'innovation financière en vue de faire aboutir notamment le projet de la mise en place de nouveaux produits tels que ceux liés à la finance islamique. Dans son volet bancaire, il s'agira de mettre sur le marché de la Bourse d'Alger les Sukuk et le Takaful pour le secteur des assurances. Ainsi, avec la mise en opération de toutes ces actions, nous avons bon espoir que la Bourse d'Alger pourra jouer son rôle dans le financement de l'économie nationale et réduire le stress de la liquidité bancaire.

Pouvez-vous nous communiquer le bilan d'activité de la Bourse d'Alger pour ce premier semestre de l'année ?

Le bilan des activités dont nous disposons est arrêté au 31 mai 2020.

Aussi, en termes de volume transigé (nombre de titres échangés lors d'une séance de bourse), le marché principal réservé aux actions émises par les cinq sociétés cotées, est de 46 346, qui en termes de valeur transigée (échanges en valeur) est de 41 689 523,00 DA. Quant au nombre de transactions effectuées, il est de 83.

S'il est trop tôt pour commenter l'exercice de 2020 pour lequel l'activité est ordinaire en comparaison à 2019, mais à partir du mois de mars avec la venue de la crise sanitaire, il est clair que l'activité a grandement chuté. On peut, toutefois, affirmer que les chiffres de 2019 sont nettement meilleurs que ceux de 2018.

«NCA : Pour nous, cette OPR est un cas d'école permettant de dire aux chefs d'entreprise que le retrait est une disposition normale prévue par les textes régissant l'entrée en Bourse».

NCA Rouiba vient de quitter la Bourse d'Alger, quel sera l'impact de ce retrait sur votre institution ?

L'OPR (Offre publique de retrait) concernant NCA Rouiba été ouverte le 14 juin et sera clôturée le 14 juillet. La publication des résultats de l'OPR est fixée au 26 juillet, date de radiation officielle des actions NCA-Rouiba de la place boursière. Durant cette période, les négociations de ses actions seront suspendues. Le premier impact de ce retrait est bien sûr la diminution du nombre de sociétés cotées, qui déjà n'est pas très important, ce qui forcément réduira le montant de la capitalisation de la Bourse d'Alger qui actuellement est de l'ordre de 45 milliards DA. Par contre, en termes de volume des transactions, l'impact ne sera pas très important dans la mesure où le titre de NCA Rouiba n'a pas connu d'importantes activités depuis un certain temps. Idem pour le volume transigé et pour la valeur transigée qui connaîtront une légère modification. Pour illustration, la valeur transigée du titre NCA Rouiba est passée de 3,3 millions DA en 2018 à plus de 4,4 millions DA en 2019, soit une augmentation de 35 % sur douze séances fructueuses.

Ceci étant, il est évident que la sortie d'une société de la cote n'est pas toujours un événement heureux pour la Bourse, surtout dans le contexte dans lequel évolue la Bourse d'Alger. Pour nous, cette OPR est un cas d'école qui permet de dire aux chefs d'entreprise souhaitant entrer en Bourse qu'ils ont toujours la possibilité de se retirer à n'importe quel moment de la vie de leur entreprise. Le retrait est une disposition normale prévue par les textes régissant l'entrée en Bourse.

Ce retrait ne nous décourage en rien pour espérer un attrait des opérateurs publics et privés à l'avenir, d'autant plus que la situation financière globale de l'Algérie appelle à mobiliser l'ensemble des créneaux et canaux de financements dont celui de la Bourse qui pourrait jouer un rôle important dans l'économie nationale.

